



Communiqué du Collectif contre la ZAC du Rivel suite aux réunions publiques du SICOVAL.

Les 24 et 25 mai, deux réunions publiques ont été organisées par le Sicoval, l'une à Montgiscard, l'autre à Baziège, pour présenter le projet de la future ZAC du Rivel. Parce que nous avons constaté, en tractant sur les marchés, que les habitant.e.s concerné.e.s par l'arrivée de cette ZAC n'étaient pas informé.e.s précisément de ce projet, en février dernier, notre Collectif contre la ZAC du Rivel avait pris l'initiative de les convier à débattre lors d'une réunion publique. Une centaine de personnes étaient présentes et les échanges ont été riches.

L'information autour des réunions publiques du Sicoval a été très discrète : rien dans les boîtes aux lettres, absence d'affichage ou d'annonce dans le journal municipal de Baziège. Malgré tout, nous y étions. Et nous tenons à vous en faire un retour.

A Montgiscard le 24 Mai, grâce à la présence et à la manifestation d'Extinction Rébellion, la représentation de la Confédération Paysanne et celle de la Ligue des Droits de l'Homme, il est clairement apparu que le désir de stopper ce projet n'était pas l'idée de quelques "grincheux", mais qu'il correspond bien à des craintes légitimes largement partagées. Uniquement faite par des hommes, la présentation du projet s'est avérée être très frontale, verticale et sans possibilité de poser de questions. Ensuite, le public a été divisé en petits groupes répartis dans la salle, ce qui limite évidemment la possibilité de débats. La réunion s'est finie sur un échange de fort courte durée.

Nous avons donc dû ravalier nos nombreux questionnements et notre peur face à l'urgence climatique. Monsieur Oberti, seul au micro pour ce court moment d'échange public, a largement monopolisé la parole avec de longues tirades, ne donnant aucune réponse aux quelques interrogations que nous sommes parvenus à faire entendre.

Le 25 Mai à Baziège, même scénario bien que la présentation ait été un peu remaniée. Monsieur le Maire de Baziège, après une brève introduction prônant la baisse des impôts comme ligne politique, a disparu de l'estrade. Les maires des autres communes ont alors semblé porter le projet de la ZAC à sa place, alors qu'il est le représentant de la commune qui sera la plus impactée par l'implantation de cette ZAC. Ce peu de présence du maire de Baziège nous questionne... Quel est le village qui va voir sa campagne alentour à nouveau défigurée ? Baziège. Qui va être encore plus impacté par la circulation et la pollution ? Baziège. Qui va subir les nuisances provoquées par les travaux importants (déviation ou création de routes, réalisation d'un pont sur la voie de chemin de fer, conduite d'évacuation des eaux usées, etc.) ? Baziège. Qui va peut-être perdre sa gare en cœur de village (les réponses données par le Sicoval sont des plus floues) ? Encore et toujours Baziège !

Bien qu'un élu ait enfin émis sa crainte du réchauffement climatique dans son exposé, semblant répondre à nos remarques de la veille, toujours aucune possibilité d'échanger réellement et de faire entendre nos arguments. Les réponses apportées par les élus du Sicoval à nos questions n'étaient qu'un temps de parole supplémentaire qu'ils se sont octroyé.

Cela démontre bien l'état d'esprit dans lequel ces deux réunions ont été pensées : il ne s'agissait pas d'un temps d'échange avec les riverains, les agriculteurs ou les élu.e.s du Sicoval qui s'opposent au projet. L'objectif était uniquement de faire la promotion de ce projet. Les participants étaient supposés avoir mal compris "l'énergie positive" que cette ZAC va apporter à la population. Bref, "faire de la pédagogie" comme on l'entend souvent dans la bouche des décideurs.

Autre point révélateur, Monsieur Cherubin, Maire de Labège, a cru bon d'évoquer l'implantation de la plateforme Lidl à Baziège comme un bienfait pour les Baziégeois. Dénier de la réalité, méconnaissance du sujet et incapacité à reconnaître les nuisances : les élus choisissent donc d'ignorer le massacre urbanistique, le bruit incessant des camions frigorifiques, 24h sur 24 et 7 jours

sur 7, la pollution lumineuse, la pollution atmosphérique, l'impact climatique désastreux... Ces propos de Monsieur Chérubin, maire de Labège, ont évidemment suscité notre colère. Parmi nous, deux voisins de la monstrueuse plateforme, abandonnés par tous les élus, sont en procès contre Lidl. Mr Chérubin a fait preuve du même irrespect que Monsieur Forest, maire de Montgiscard, qui lors du conseil du Sicoval du 13 mars 2023 s'était permis des propos scandaleux contre la famille Boudières, expropriée de ses terres agricoles par le Sicoval pour implanter la ZAC du Rivel. N'ayant pas de micro à disposition nous avons dû hausser le ton pour nous faire entendre.

A Baziège comme ailleurs, les plateformes logistiques saccagent l'environnement, conduisent à des destructions d'emplois (commerces de proximité qui ferment, faillite des paysans pénalisés par la baisse des prix ou expropriés...) et maintiennent leur personnel dans des conditions de maltraitance avérées. Est-ce c'est cela qu'on nous propose ? Nous avons par ailleurs appris, à l'occasion de ces deux réunions, qu'il était aussi question d'implanter des méthaniseurs au voisinage de Baziège. Mais où s'arrêtera le massacre de notre territoire ?

La plateforme Lidl de Baziège est aussi une parfaite illustration du fait que la puissance publique ne peut rien contre ces groupes industriels. Cette plateforme logistique, classée ICPE (Installations classées protection de l'environnement), ne respecte pas l'arrêté préfectoral d'autorisation à s'implanter. Elle a reçu deux mises en demeure de la DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) mais continue, depuis maintenant six ans, de produire une pollution atmosphérique, sonore et lumineuse hors des niveaux tolérés par la réglementation en vigueur, pourtant hautement permissive. Le Sicoval, qui s'est fait entremetteur pour que Lidl puisse acquérir le terrain, est à ce jour parfaitement incapable de lui imposer une mise aux normes. Quant au Maire de Baziège, il est aux abonnés absents sur ce dossier, alors que les troubles à l'ordre public provoqués par Lidl, dûment constatés sur sa commune, relèvent de sa compétence.

Globalement, le déroulement de ces deux réunions publiques a été bien loin d'une démonstration de démocratie participative. Nous le regrettons mais ne sommes pas étonnés. Nous ne nous attendions pas à une quelconque remise en cause de la part de Monsieur Oberti.

Notre Collectif maintient que le projet de la Zac du Rivel n'est en rien d'intérêt général, malgré les promesses d'emplois. Emplois dont nous ignorons tout d'ailleurs (quels secteurs d'activité ? quelle utilité sociale ? quelles conditions de travail ?) et dont le nombre est pour le moins hypothétique.

Nous réaffirmons que l'urgence absolue est que nos élu.e.s répondent à l'urgence climatique. Leur mandat ne leur donne pas de légitimité pour rester sourds aux objections des citoyens et agir à l'opposé des besoins et impératifs climatiques et environnementaux de notre monde. L'accélération du changement climatique, l'effondrement de la biodiversité, la disparition des terres cultivées, les risques de pénuries d'eau potable surpassent le temps d'un mandat. Leur devoir devrait être de nous protéger. Nous ne pouvons que constater qu'ils nous mettent au contraire en danger. Nous et les générations à venir.

Le collectif contre la Zac du Rivel

Pour tout contact : contact@nonzacdurivel.eu

Pour nous suivre : <https://www.facebook.com/nonalaZACduRivel>

Pour voir et écouter : <https://www.youtube.com/@collectifnzd>